

N° DP 24/1192

DECISION DU PRESIDENT

MODIFICATION DE LA DECISION PRESIDENT N°22/1172 DU 26/12/2022 PORTANT CREATION DE LA REGIE DE RECETTES PROLONGEE METROPOLITAINE ' DU PORT DE SAINT ELME ' DE LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R1617-1 à 18 relatifs à la création des régies de recettes, d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

VU le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la bonification indiciaire intégrée à la rémunération de la fonction de régisseur,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics,

VU l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°22/11/295 du 16 novembre 2022 portant création d'un budget annexe « Ports métropolitains » (BC 19615) au 1^{er} janvier 2023 et adoption du principe de dissolution des budgets annexes « 31 », « 32 », « 33 », « 34 », « 35 », « 36 », « 37 » au 31 décembre 2022,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération N° 24/06/136 du Conseil Métropolitain du 27 juin 2024 portant refonte du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel de la Métropole TPM,

VU la décision Président n°16/201 du 08/12/2016 modifiée par la décision président n° 22/1172 du 26 décembre 2022 portant création de la régie de recettes prolongée métropolitaine « Port de Saint Elme » de la commune de La Seyne-sur-Mer,

VU l'avis conforme du Comptable Public assignataire en date du 20/12/2024,

CONSIDERANT la nécessité d'intégrer à compter du 1^{er} janvier 2025 le mode d'encaissement par « prélèvement » afin de fluidifier les relations avec les usagers du port de Saint Elme,

D E C I D E

ARTICLE 1

L'acte constitutif de la régie de recettes prolongée auprès du Port de Saint Elme est modifié comme suit :

ARTICLE 2

Cette régie est installée à la capitainerie du Port de Saint Elme.

ARTICLE 3

La régie encaisse les produits suivants :

- Redevance de stationnement et d'amarrage sur le plan d'eau
- Redevance d'utilisation de la cale de mise à l'eau
- Redevance d'opération de grutage
- Redevance de stationnement sur la cale de halage et sur les terres pleins
- Redevance d'occupation du domaine public maritime
- Redevance pour prises de vues
- Redevance pour prestations diverses.

Les recettes correspondantes sont encaissées sur le budget annexe des ports métropolitains « 15 » depuis le 1^{er} janvier 2023.

ARTICLE 4

Les recettes mentionnées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de règlement suivants :

- Espèces,
- Chèques,
- Carte bancaire,
- Virement,
- Prélèvement.

ARTICLE 5

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes mentionnées à l'article 4 de la décision président portant création est fixée à 20 jours au-delà de la date limite prévue au contrat

Le régisseur est autorisé à encaisser les recettes provenant de règlements différés dans le cadre du principe de la régie prolongée

Le régisseur aura la faculté d'adresser au redevable une demande de paiement appelant son attention sur le montant des sommes restants dues, ainsi que la date limite de règlement.

Cette relance s'effectuera 40 jours suivant la date d'exigibilité de la créance.

La mission du régisseur cessera en tout état de cause au terme d'un délai de 60 jours à compter de la date d'exigibilité de la créance.

A l'issue de cette période, un titre de recette sera émis et le recouvrement sera assuré par le Comptable Public assignataire.

ARTICLE 6

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la « Régie de recettes du Port de Saint Elme » auprès de la Trésorerie Générale du Var.

ARTICLE 7

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son arrêté de nomination.

ARTICLE 8

Un fonds de caisse permanent d'un montant de 100 € (cent euros) est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 9

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à :

- 15 000 € (quinze mille euros) pour la période allant du 1^{er} février au 30 septembre.
- 6 500 € (six mille cinq cent euros) pour la période allant du 1^{er} octobre au 31 janvier.

ARTICLE 10

Le régisseur est tenu de verser au SGC TOULON :

- Le montant de l'encaisse dès que celui-ci a atteint le maximum fixé à l'article 9, lors de sa sortie de fonction ou lors de son remplacement par le mandataire suppléant,
- Au minimum une fois par mois et tous les 31 décembre de l'année en cours.

ARTICLE 11

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur (pour émission des titres) et du Comptable la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes lors de sa sortie de fonction ou de son remplacement par le mandataire suppléant et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 12

Le régisseur titulaire ne percevra pas d'indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13

Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14

Le Directeur Général des Services et le Comptable Public assignataire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

La présente Décision sera

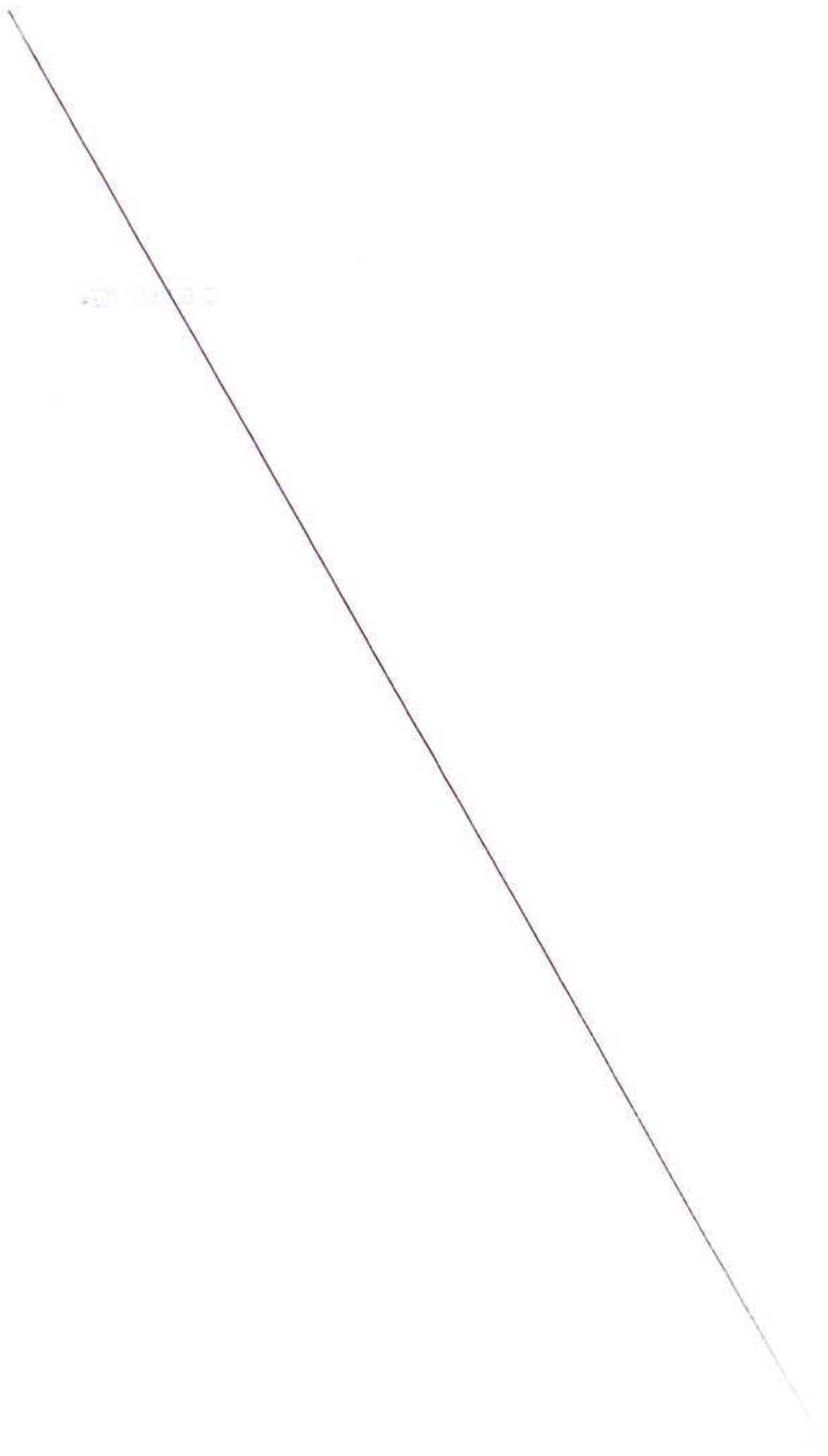
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 DEC. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





4371 24-8 2

PUJOL Catherine

De: veronique.breuil <veronique.breuil@dgfip.finances.gouv.fr>
Envoyé: vendredi 20 décembre 2024 14:12
À: PUJOL Catherine
Objet: Re: TR: Demande avis conforme décision modificatrice suite mise en place des prélèvements -SAINT ELME
Pièces jointes: DP_modificatrice St Elme - Prélèvement.odt

Bonjour,

Je vous informe de l'avis conforme du comptable à la modification de la régie de recettes du "Port de Saint Elme"

Cordialement,



Véronique BREUIL
Inspecteur des Finances publiques
Service Comptabilité - Régies
SGC Toulon
Place BESAGNE
83000 Toulon
04 22 80 19 74

De : PUJOL Catherine [<mailto:cdelluc@metropoletpm.fr>]

Envoyé : jeudi 19 décembre 2024 à 10:20

Pour : veronique.breuil <veronique.breuil@dgfip.finances.gouv.fr>

Cc : BRAY Jean Philippe <jeanphilippe.bray@metropoletpm.fr>

Objet : TR: Demande avis conforme décision modificatrice suite mise en place des prélèvements -SAINT ELME

Bonjour,

Suite à votre mail et vos recommandations, veuillez trouver en pièce la décision modificatrice du port de Saint Elme pour avis conforme

Vous en souhaitant bonne réception,

Cordialement



Cathy PUJOL

DGA Aménagement, Ports, Mobilités et Energies
Direction de la Gestion Interne
Chargée de mission
Contrôle des régies Ports et Parkings

☎ 04 83 24 30 37 Poste 18137

Email : cdelluc@metropoletpm.fr

Agissons pour l'environnement, n'imprimons pas nos mails ! 

De : veronique.breuil <veronique.breuil@dgfip.finances.gouv.fr>

Envoyé : mercredi 18 décembre 2024 15:26

À : PUJOL Catherine <cdelluc@metropoletpm.fr>

Objet : Fwd: Demande avis conforme décision modificatrice suite mise en place des prélèvements - BRUSC

Bonjour,

Le projet présenté n'est pas conforme .

Par mail du 09/12/2024, je vous ai transmis le modèle avec les modifications à apporter. Je vous le retransmets en pièce jointe.

L'acte modificatif, par son article 1er, modifie tous les actes antérieurs. Il permet de substituer les nouveaux articles aux anciens.

Ainsi, dans le projet présenté ce jour:

Les considérants, l'article 7 et l'article 10 sont inutiles

Il manque l'article relatif à l'intervention de mandataires.

Je vous prie de bien vouloir procéder aux modifications demandées avant avis conforme du comptable.

Cordialement,



Véronique BREUIL
Inspecteur des Finances publiques
Service Comptabilité - Régies
SGC Toulon
Place BESAGNE
83000 Toulon
04 22 80 19 74

De : veronique.breuil [<mailto:veronique.breuil@dgfip.finances.gouv.fr>]

Envoyé : lundi 9 décembre 2024 à 16:14

Pour : PUJOL Catherine <cdelluc@metropoletpm.fr>

Cc : BRAY Jean Philippe <jeanphilippe.bray@metropoletpm.fr>

Objet : Demande avis conforme décision modificatrice suite mise en place des prélèvements - BRUSC

Bonjour,

Je vous transmets le projet de modification de la régie du Port du BRUSC pour rectification avant avis conforme du comptable.

Cordialement,



Véronique BREUIL
Inspecteur des Finances publiques
Service Comptabilité - Régies
SGC Toulon
Place BESAGNE
83000 Toulon
04 22 80 19 74

De : PUJOL Catherine [<mailto:cdelluc@metropoletpm.fr>]

Envoyé : lundi 2 décembre 2024 à 10:28

Pour : Véronique BREUIL <veronique.breuil@dgfip.finances.gouv.fr>

Cc : BRAY Jean Philippe <jeanphilippe.bray@metropoletpm.fr>

Objet : Demande avis conforme décision modificatrice suite mise en place des prélèvements - BRUSC

Bonjour Mme Breuil,

Suite à nos différents échanges et à votre demande relative aux décisions modificatrices des régies des ports et à votre demande, je vous transmets le projet de décision modificatrice de la régie du Brusc pour avis conforme.

L'article de l'encaisse a été modifié comme vous me l'avez demandé, en accord avec Mme PAVIOT, qui m'a transmis les éléments suivants :

- | | |
|---|----------|
| 1. Encaissements de Février à Septembre | 80 000 € |
| 2. Encaissement d'Octobre à Janvier | 35 000 € |

Pourriez-vous me faire un retour rapide afin que je puisse modifier l'ensemble des autres décisions.

Vous en remerciant par avance

Cordialement,



Cathy PUJOL

DGA Aménagement, Ports, Mobilités et Energies

Direction de la Gestion Interne

Chargée de mission

